



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ECONOMIQUES

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



**SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2017 ET
PERSPECTIVES EN 2018**

Rapport disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

@DPEE/DPMSF mai 2018

Table des Matières

RÉSUMÉ	3
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	8
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2017	8
1.1.1. Les ressources du PIB	8
1.1.2. Les emplois du PIB	14
1.1.3. Inflation et Compétitivité	14
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2018	15
1.2.1. Les ressources du PIB	15
1.2.2. Les emplois du PIB	19
1.2.3. Inflation	19
2. LES FINANCES PUBLIQUES	20
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2017	20
2.1.1. Les Recettes budgétaires	20
2.1.2. Les Dons	22
2.1.3. Les Charges	22
2.1.4. Le Financement	23
2.1.5 La Dette publique	23
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2018	23
2.2.1. Les Recettes budgétaires	24
2.2.2. Les Dons	24
2.2.3. Les charges	24
2.2.4. Le Financement	25
2.2.5 La dette publique	25
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	26
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2017	26
3.1.1. Evolution de la balance courante	26
3.1.2. Evolution du compte de capital et du compte financier	27
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2018	27
3.2.1. Evolution de la balance courante	28
3.2.2. Evolution du compte de capital et du compte financier	28
4. LA SITUATION MONETAIRE	30
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2017	30
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	30
4.1.2. Le crédit intérieur	30
4.1.3. La masse monétaire	30
4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2018	30
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets	30
4.2.2. Le crédit intérieur	31
4.2.3. La masse monétaire	31
ANNEXES	32

RÉSUMÉ¹

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2017 par un regain d'activité dans les pays avancés, notamment, en zone euro et aux Etats-Unis avec respectivement des taux de croissance de 2,4% et 2,3% contre 1,8% et 1,5% en 2016. Dans les pays émergents et en développement, la croissance de l'activité économique ressort, en moyenne, à 4,7% soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage. Au total, les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI) tablent sur une croissance de l'économie mondiale de 3,7%, soit une progression de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2016.

Aux Etats-Unis, la baisse de l'impôt sur les sociétés et la vigueur de la demande interne devraient soutenir l'activité économique attendue en hausse de 2,9% en 2018. S'agissant des pays de la zone euro, l'activité est également prévue en hausse de 2,4%, à la faveur des bonnes perspectives attendues notamment en Allemagne (+2,4%) et en Espagne (+2,4%). Pour ce qui est des pays émergents et en développement, l'activité économique s'inscrirait en hausse de 4,9%, à la faveur du dynamisme qui devrait se maintenir dans les pays émergents et en développement d'Asie (+6,5%), notamment, la Chine (6,6%) et l'Inde (7,4%). Par ailleurs, ce dynamisme devrait se ressentir dans les pays émergents et en développement d'Europe qui enregistreraient un taux moyen de 4,0%. Quant aux pays de l'Afrique subsaharienne, le niveau de l'activité y est attendu en 2018 en hausse de 3,3%, malgré la montée de l'incertitude politique qui affecterait la confiance et l'investissement. Dans le voisinage immédiat, le taux de croissance de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, premier client du Sénégal, est attendu à 2,1% en 2018 contre 0,8% en 2017.

Au plan interne, l'économie sénégalaise poursuit son dynamisme, à la faveur, notamment, de la bonne évolution de l'ensemble des secteurs productifs mais également de la volonté du Gouvernement d'intensifier l'investissement public structurant et de renforcer le cadre interne pour soutenir l'investissement privé, conformément aux ambitions déclinées dans le Plan Sénégal Emergent (PSE). Ainsi, l'activité économique interne en 2017 a affiché un net regain, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 7,2% contre 6,2% en 2016, soit une amélioration d'un (01) point de pourcentage, reflétant l'environnement interne favorable et la poursuite de l'exécution de projets d'envergure dans les domaines des infrastructures, de l'habitat et de l'énergie.

Au titre des prix, l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016, dans un contexte de remontée du cours du baril de pétrole brut et des principales matières premières. S'agissant de l'inflation, appréhendée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), elle est ressortie à 1,3% en variation annuelle, sous l'effet du renchérissement

¹ Dans tout le document, les données du secteur réel sont obtenues avec la nouvelle année de base 2014.

² Les charges et les transactions sur actifs non financiers sont les nouvelles dénominations des dépenses dans le manuel des statistiques

des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,7%) atténué, toutefois, par la contraction des prix du poste « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,4%) ainsi que des prix des services de communication (-2,2%).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de 2,1% sur l'année 2017, comparativement à 2016, du fait singulièrement de l'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux (+4,0%).

S'agissant des finances publiques, l'exécution budgétaire au titre de l'année 2017 a été globalement satisfaisante au regard de la bonne tenue des agrégats budgétaires. Globalement, le besoin de financement (déficit budgétaire dons compris) est ressorti à 362,2 milliards, soit 2,9% du PIB en 2017, contre un déficit de 369,3 milliards, soit 3,3% du PIB en 2016, reflétant ainsi une réduction de 0,4 point de pourcentage.

Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte des transactions courantes s'est davantage dégradé, passant de 4,2% du PIB à 7,3% du PIB entre 2016 et 2017 en rapport avec l'aggravation du solde de la balance commerciale imputable, notamment, au renchérissement des importations des produits pétroliers suite au relèvement des cours du baril du pétrole en 2017. Toutefois, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire en 2017 (244,3 milliards), grâce surtout à l'excédent noté au niveau du compte de capital et d'opérations financières.

La situation monétaire en 2017, quant à elle, est caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 244,3 milliards, une hausse du crédit intérieur de 13,8% et une expansion de la masse monétaire de 12,1%.

En perspectives, l'année 2018 devrait être marquée au plan interne, par une consolidation des performances économiques enregistrées depuis quelques années. L'activité économique tirerait profit des efforts consentis par l'Etat dans le cadre, d'une part, de la réalisation des importants projets d'investissement et, d'autre part, de la poursuite des réformes visant à rendre l'environnement des affaires davantage attractif. Le PIB réel est projeté en hausse de 7,0% en 2018 contre une estimation de 7,2% en 2016.

S'agissant de l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, elle est projetée à 2,2% en 2018 contre une estimation de 1,7% en 2017.

La gestion budgétaire en 2018 s'est inscrite dans la poursuite des orientations déclinées dans le programme économique et financier appuyé par l'instrument de soutien à la politique économique conclu avec le Fonds monétaire international. Toutefois, l'exécution budgétaire au cours des premiers mois de 2018 laisse entrevoir pour le reste de l'année une modification du contexte budgétaire à cause

d'une remontée significative des cours du baril, de l'augmentation des charges d'intérêt sur la dette suite à l'émission d'eurobonds et de la pression accrue sur la masse salariale mais également des effets du retard enregistré dans l'application de mesures à incidence fiscale. En conséquence, le déficit budgétaire devrait se creuser temporairement, passant de 362,2 milliards (2,9% du PIB) en 2017 à 475,7 milliards projetés en 2018 (soit 3,5% du PIB).

Quant aux échanges avec le reste du monde, ils devraient être marqués par une détérioration du déficit du compte des transactions courantes (922,0 milliards en 2018 contre 898,7 milliards en 2017) qui serait compensée, en partie, par l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, le solde de la balance des paiements est attendu en excédent de 276,9 milliards.

Enfin, la situation monétaire devrait être marquée, en 2018, par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 276,9 milliards, un accroissement des créances intérieures de 4,7% et une expansion de la masse monétaire de 7,9%.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2017 par le regain d'activité dans les pays avancés, notamment, la zone euro et aux Etats-Unis avec respectivement des taux de croissance de 2,4% et 2,3% contre 1,8% et 1,5% en 2016. Dans les pays émergents et en développement, la croissance de l'activité économique est ressortie, en moyenne, à 4,7% soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage. Au total, les dernières estimations du FMI tablent sur une croissance de l'économie mondiale de 3,7%, soit une progression de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2016.

Aux Etats-Unis, la baisse de l'impôt sur les sociétés et la vigueur de la demande interne devraient soutenir l'activité économique attendue en hausse de 2,9% en 2018. S'agissant des pays de la zone euro, l'activité est également prévue en hausse de 2,4%, à la faveur des bonnes perspectives attendues, notamment, en Allemagne (+2,4%) et en Espagne (+2,4%). Pour ce qui est des pays émergents et en développement, l'activité économique s'inscrirait en hausse de 4,9%, à la faveur du dynamisme qui devrait se maintenir dans les pays émergents et en développement d'Asie (+6,5%), notamment, la Chine (6,6%) et l'Inde (7,4%). Par ailleurs, ce dynamisme devrait se ressentir dans les pays émergents et en développement d'Europe qui enregistreraient un taux moyen de 4,0%. Quant aux pays de l'Afrique subsaharienne, le niveau de l'activité y est attendu en 2018 en hausse de 3,3%, malgré la montée de l'incertitude politique qui affecterait la confiance et l'investissement.

Au titre des échanges de biens et services dans le monde, le rythme du commerce s'est revigoré pour s'établir à 5,0% en 2017 après 2,3% un an auparavant. Ce regain est à mettre en liaison avec le dynamisme des échanges commerciaux dans les pays avancés ainsi que les pays émergents et en développement, traduisant une progression plus prononcée des exportations relativement aux importations. L'année 2018 devrait être marquée du sceau du dynamisme dans les échanges commerciaux dans le monde. Ainsi, il est attendu une hausse du volume du commerce mondial de 4,7%, reflétant la progression des importations dans les économies avancées et les pays émergents et en développement, respectivement à 4,7% et 5,6% en 2018.

Sur le marché des matières premières, le cours du baril du pétrole brut a connu des hausses significatives en 2017. En effet, en 2017, le cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) s'est inscrit en hausse 23,4% par rapport à 2016. En outre, les cours des matières premières hors combustibles ont affiché, pour leur part, une hausse de 6,8% en 2017 par rapport à 2016.

En 2018, le cours du baril est projeté en hausse de 17,0% par rapport à 2017. Les cours des matières premières hors combustibles devraient également s'inscrire à la hausse de 5,6% par rapport à l'année 2017.

S'agissant des produits de base, les événements climatiques aux Etats-Unis ainsi que la prolongation de l'accord OPEP, qui vise à limiter la production de pétrole et les tensions au Moyen Orient, ont orienté les prix du pétrole brut à la hausse. Globalement, l'inflation dans les pays avancés est estimée à 1,7% en 2017 contre 0,8% un an plus tôt. Dans les pays émergents et en développement, la hausse du niveau général des prix à la consommation a été plus élevée (+4,0%).

En 2018, le relèvement du niveau général des prix devrait se poursuivre ; les prévisions tablent sur des niveaux de 2,1% dans les pays avancés et 4,6% dans les pays émergents et en développement.

S'agissant du marché monétaire et financier, il a été particulièrement marqué en 2017 par un relèvement des taux directeurs de la réserve fédérale américaine ; la banque d'Angleterre, pour sa part, a relevé son taux directeur pour la première fois depuis 2008. En ce qui concerne le relèvement du taux directeur aux Etats-Unis, les effets escomptés ne se sont pas produits du fait de l'anticipation faite un an plus tôt par les marchés. Par ailleurs, le relèvement du taux de la banque d'Angleterre est à mettre en liaison avec la diminution des capacités inemployées dans l'économie et le niveau d'inflation supérieur à l'objectif, en raison de la dépréciation de la livre sterling. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle a maintenu ses taux directeurs au niveau historiquement bas pour juguler les tensions inflationnistes tout en soutenant la reprise économique.

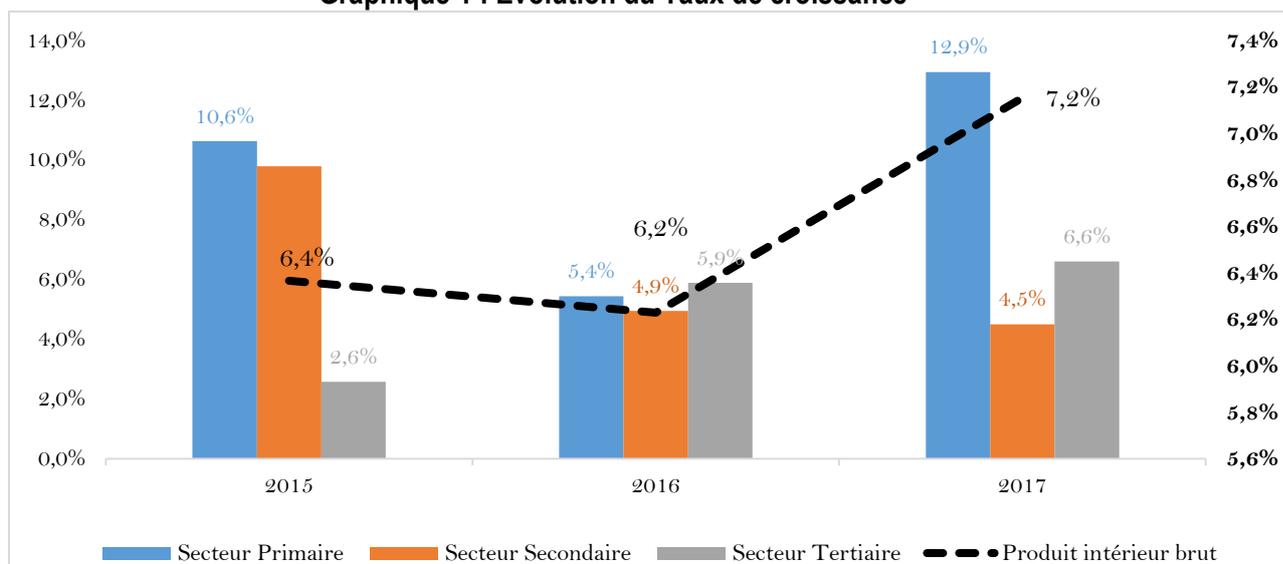
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE

1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2017

1.1.1. Les ressources du PIB

Le programme de développement économique et social du Sénégal, entré en 2017 dans sa quatrième année de mise en œuvre, est marqué par la consolidation des investissements structurants des secteurs prioritaires du Plan Sénégal Emergent (PSE) et le renforcement de la mise en œuvre des réformes phares. Une place centrale est accordée au secteur privé afin de consolider les acquis de la croissance économique qui est supérieure à 6% depuis 2015. En 2017, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 7,2%, soit en hausse d'un (01) point de pourcentage par rapport à 2016, reflétant la consolidation de la mise en œuvre des grands projets d'investissement et le renforcement de l'ensemble des secteurs productifs. Globalement, cette croissance est portée par les secteurs primaire (12,9%), tertiaire (6,6%) et, dans une moindre mesure, par le secteur secondaire (4,5%).

Graphique 1 : Evolution du Taux de croissance



Source : DPEE

Dans le **secteur primaire**, l'activité a affiché une hausse estimée à 12,9% en 2017 contre 5,4% un an auparavant. Cette situation est imputable à l'accélération du sous-secteur de l'agriculture et des services annexes en hausse de 16,8% contre 3,7% un an auparavant. Par ailleurs, le sous-secteur de l'élevage a évolué de 7,1% en 2017 contre 7,4% en 2016. L'activité sylvicole ainsi que de la pêche ont connu une décélération par rapport à 2016, en s'inscrivant à 3,5% et 7,1% en 2017 contre 6,0% et 12,3% en 2016, respectivement.

Les performances enregistrées dans le sous-secteur de l'agriculture sont le fruit d'une bonne campagne agricole 2017-2018 marquant la fin de la première phase du PRACAS (2014-2017). En effet,

la production céréalière s'est inscrite en hausse de 20,2% à la faveur, notamment, de la production de riz (+7,4%), de mil (+36,8%) et de maïs (+20,6%). Cette bonne tenue de la production céréalière est, certes, imputable à la bonne pluviométrie et à l'augmentation des surfaces emblavées mais elle reflète également les fortes dotations budgétaires en faveur du secteur. L'objectif d'autosuffisance en riz est atteint à hauteur de 63,4%. Les spéculations industrielles ou d'exportation ont également connu des hausses, notamment, avec les cultures arachidière (+42,4%), cotonnière (+31,9%), de pastèques (+181,7%) et de sésame (+16,4%). Par rapport à la campagne précédente, la production horticole a progressé de 26,0%, tirée essentiellement par la pomme de terre (+33,4%), la tomate cerise (+84,6%) et la tomate industrielle (+150%) là où l'oignon a progressé de 1,7%. Les fruits et légumes, pour leur part, ont également connu une bonne orientation, affichant une hausse de 13,8%.

Dans le sous-secteur de l'élevage et de la chasse, l'évolution de l'activité en 2017 est le reflet de la progression de viande bovine (+1,6%), caprine (+9,4%) et ovine (+9,5%). Ces performances ont été soutenues par l'augmentation du poids moyen des carcasses et une meilleure fréquentation des structures formelles par les professionnels, suite au renforcement de la lutte contre les abattages clandestins. Par ailleurs, le raffermissement de la demande de viande, couplé à une relative stabilité des prix, a contribué à relancer la production.

Pour ce qui est du sous-secteur de la pêche, malgré une décélération en 2017 comparativement à 2016, la croissance enregistrée est davantage portée par la pêche industrielle (+26,2%) que la pêche artisanale (+2%). Les faibles performances de la pêche artisanale sont liées, entre autres, aux difficultés des pêcheurs de la région de Saint-Louis (-81,4%) relativement à l'octroi de licences de pêches de la Mauritanie. Néanmoins, les activités de pêche se sont bien comportées dans les régions de Dakar (+27,4%) et Thiès (+20,6%). Par ailleurs, la forte progression de la pêche industrielle est liée à l'accroissement des captures notamment celles de thons (+49,6%) et de crevettes et langoustes (+30,0%).

Au titre du **secteur secondaire**, l'activité est restée vigoureuse en 2017 avec une croissance de 4,5% contre 4,9% un an plus tôt. Le maintien du dynamisme s'explique, notamment, par la bonne tenue des sous-secteurs des extractives, des produits agro-alimentaires et chimiques, de l'électricité et de la construction. En revanche, l'année 2017 a été caractérisée par une décélération de l'activité des matériaux de construction, du raffinage et de la production d'eau et assainissement.

Le sous secteur des extractives continue de soutenir le dynamisme noté dans le secteur secondaire. En effet, l'industrie extractive a enregistré un regain de 5,6% en 2017 contre un repli de 11,8% en 2016. Malgré les difficultés liées à la congestion au niveau du Port autonome de Dakar (PAD) qui ralentissent les exportations, la production d'attapulгите s'est renforcée de 9,1%. Par ailleurs, les

activités extractives ont bénéficié du dynamisme de la production d'or qui est passé de 9 716 tonnes en 2016 à 11 670 tonnes en 2017, soit une hausse de 20,1%, à la faveur d'une amélioration de la productivité dans l'extraction au niveau des mines telles que Golouma Ouest et Kérékounda en plus d'une découverte de mines riches en or dans les fosses de Gora et de Golouma Sud. La production de Sel, pour sa part, a tiré profit de la hausse des demandes locale et étrangère de 22,7% et 3,4%, respectivement. Toutefois, la production de sel s'est inscrite en légère hausse de 1,1% en 2017. En revanche, des contreperformances ont été enregistrées dans la production de phosphates (-13,9%) à cause principalement des pannes récurrentes d'engins.

La fabrication de produits chimiques de base poursuit son dynamisme enclenché depuis 2015 (32,5% en 2017 contre 17,8% en 2016). Ce regain est à mettre en liaison, principalement, avec la bonne tenue de la production d'engrais solide qui a doublé entre 2016 et 2017, passant de 106 460 tonnes en 2016 à 200 040 tonnes en 2017, soit une hausse de 87,9%, qui s'explique par une forte demande publique en matière d'intrants agricoles. En revanche, le repli de la production d'acide phosphorique (-0,6%) reflète les contreperformances enregistrées dans la production de phosphate. La fabrication d'autres produits chimiques a aussi bénéficié du renforcement de la production de « savons, parfums et produits d'entretien » et de « produits du caoutchouc et du plastiques » qui ont affiché des hausses respectives de 21,1% et 2,9% contre, respectivement, 24,4% et 9,2% en 2016. Les produits pharmaceutiques, pour leur part, se sont repliés de 13,8% contre une hausse de 1,3% en 2016, suite à la délocalisation hors du pays d'une des principales unités de production, en l'occurrence Pfizer.

Pour ce qui est du sous-secteur des matériaux de construction, un ralentissement a été enregistré durant l'année 2017. En effet, l'activité du sous-secteur est ressortie en hausse de 3,7% en 2017 contre 12,0% en 2016. La progression de l'activité traduit la consolidation des grands chantiers de l'Etat doublée d'une augmentation de la demande privée malgré le renchérissement des prix (+4,3%) imputable à l'application d'une taxe spécifique sur le ciment. La poursuite des grands chantiers de l'Etat, notamment, les travaux de prolongement de la Voie de Dégagement Nord (VDN), ceux relatifs au pôle urbain de Diamniadio, le prolongement de l'autoroute à péage vers Thiès et Mbour ainsi que la poursuite des travaux de l'autoroute Thiès-Touba ont contribué à la bonne tenue du sous-secteur de la construction. A cela s'ajoute, la mise en œuvre d'importants projets immobiliers dans les zones du lac rose et de Diamniadio. Globalement, le sous-secteur poursuit sa tendance haussière avec une croissance estimée à 9,6% en 2017 contre 13,3% en 2016. Cependant, il a été noté un repli des exportations dans la sous région à cause de la rude concurrence du ciment en provenance de pays dont le Maroc qui semble être plus compétitif en termes de prix.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, il a crû de 8,9 % en 2017 contre 5,7 % un an auparavant. Le raffermissement observé traduit la volonté des autorités de satisfaire l'accroissement de la demande en électricité née de l'urbanisation galopante et son corollaire, la consommation grandissante des ménages. En outre, la branche a bénéficié, entre autres, de la mise en service de la Centrale Tobène Power et des centrales solaires de Bokhol et de Malicounda. Le sous-secteur de l'électricité a tiré également profit du programme de réhabilitation des capacités de production, de l'amélioration du réseau de transport et des réalisations du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC).

Dans le sous-secteur de « Eau, assainissement et traitement des déchets », la poursuite des investissements dans le cadre du programme d'urgence d'alimentation en eau ainsi que l'accès à l'eau en milieu rural via l'Office des Forages Ruraux (OFOR) a permis de porter la croissance de la production à 2,9% en 2017.

Dans un contexte de remontée des prix du baril du pétrole (+23,3%), l'activité de raffinage a légèrement décéléré, passant de 7,8% en 2016 à 2,8% en 2017. Cette évolution est en phase avec l'évolution des importations d'huiles brutes de pétrole qui ressortent en hausse de 3,5% en 2017. Les importations de produits pétroliers finis, pour leur part, se confortées de 7,0% en 2017.

Par ailleurs, le secteur secondaire a été marqué par une décélération dans les activités d'égrenage de coton et de la fabrication de textiles (+1,7%) dans un contexte de repli de la production de coton (-20,4%). Cette contreperformance de la production de coton est essentiellement expliquée par les effets combinés d'une répartition inégale de la pluviométrie et de l'abandon de ladite culture au profit de celle d'arachide, jugée plus rentable par les paysans. En outre, ce sous-secteur a été marqué par une timide relance de l'activité de filature (+2,2%), malgré la reprise des activités de la Nouvelle société de textile du Sénégal (NSTS).

Concernant la fabrication de produits agro-alimentaires, l'activité s'est renforcée de 8,3% en 2017 contre 2,2% un an plus tôt. Cette situation est liée aux effets conjugués de la bonne tenue de « l'abattage, transformation et conservation de viande » (+5,7%), de la « transformation et conservation de poissons » (+4,7%), de la fabrication de corps gras alimentaires (+20,3%) et du « riz décortiqué et farines » (+6,5%). S'agissant de la production de corps gras alimentaires, elle a bénéficié de la forte évolution de la production d'huile brute d'arachide (+272,9%), en phase avec le niveau élevé de collectes de graines (96 024 tonnes en 2017 contre 7 146 tonnes en 2016). De plus, la production de corps gras alimentaires a tiré profit de la bonne tenue de la fabrication de tourteaux (+209%), contrebalancée, toutefois, par la production d'huile raffinée qui s'est repliée de 44,7%, en rapport, principalement, avec la concurrence des importations d'huiles déjà raffinées et conditionnées en

provenance notamment de la Tunisie et de la Malaisie. Quant à la production de riz décortiqué, sa bonne orientation s'explique, notamment, par une excellente campagne agricole. De même, la transformation de produits halieutiques (+4,7% contre -3,6% en 2016) est en rapport avec la bonne dynamique de la pêche industrielle. S'agissant de la fabrication de produits alimentaires céréaliers, l'activité s'est renforcée de 7,8% en 2017 contre 13,0% un an plus tôt. Cette situation s'explique par les performances enregistrées dans la production d'aliments pour animaux (+9,7%) et la fabrication de pain et pâtisserie (+4,4%).

Au-delà des branches d'activité qui ont contribué de manière significative à l'évolution du secteur secondaire, certains sous-secteurs se sont inscrits en retrait en 2017.

L'activité de production des « produits alimentaires nca » s'est inscrite en retrait de 1,5%. Ce repli est porté par la fabrication de tabac (-4,2%), de boissons (-4,5%), de sucre (-0,7%) et de « produits laitiers et glaces alimentaires » (-23,4%). En effet, la baisse de l'activité dans la production de tabac s'explique essentiellement par les mesures anti-tabac, matérialisées par l'interdiction de fumer dans les espaces publics et les messages de dissuasion inscrits sur les paquets de cigarettes. Concernant la baisse enregistrée dans l'activité de fabrication de sucre, elle s'explique par la reprise tardive de la production, doublée d'une tension de trésorerie due à la mévente observée depuis le second semestre 2017.

Par ailleurs, le secteur secondaire a subi les contreperformances des sous-secteurs du « travail de cuir, de fabrication d'articles de voyage, de chaussures » (-1,8%), de papiers et carton (-0,7%) et de produits métallurgiques (-13,0%). Les difficultés notées dans la « fabrication de cuir et d'articles en cuir » s'expliquent par le manque de visibilité des investisseurs sur le statut des entreprises franches d'exportation de la zone industrielle de Mbao (Dakar). En effet, les agréments accordés à ces dernières ont expiré depuis le 31 décembre 2016.

En 2017, le **secteur tertiaire** est resté vigoureux avec une croissance estimée à 6,6% contre 5,9% en 2016. Sa contribution à la croissance du PIB réel est évaluée à 3,4% en 2017. Ce dynamisme du secteur tertiaire est, essentiellement, tiré par les activités commerciales, par la bonne orientation des services financiers, d'hébergement et de restauration et par la vitalité des activités immobilières.

Au niveau du commerce, l'activité s'est raffermie de 5,2% contre 1,4% en 2016. L'activité a tiré profit de la consolidation de la production dans le secteur primaire, notamment, le secteur agricole et l'élevage. Par ailleurs, le commerce a bénéficié de l'influence des ventes de carburant et du commerce de détail. Concernant le commerce de carburant, il a tiré profit d'une forte demande publique comme privée, à la faveur de la densification du parc automobile et de la maintenance du matériel agricole et

industriel. Le commerce de détail, pour sa part, a été porté par les ventes de matériel de bureau et d'articles de quincaillerie.

Pour ce qui est des services financiers et d'assurance, l'activité a progressé de 16,5% en rapport avec la vigueur des crédits bancaires à l'économie et l'accroissement du sociétariat des systèmes financiers décentralisés (SFD). Cette nette accélération traduit, notamment, le dynamisme du crédit au secteur privé, soutenu par la diversification des services bancaires et la facilitation de l'accès au crédit.

Dans le même sillage, les services d'hébergement et de restauration ont retrouvé de la vigueur à la suite des difficultés relatives à l'épidémie à virus Ebola et l'insécurité dans la sous-région. En 2017, l'activité du sous-secteur s'est raffermie de 15,0%, à la faveur d'une bonne orientation du tourisme d'affaires qui a profité de la relative stabilité du pays par rapport aux concurrents de la sous-région. Le sous-secteur a également bénéficié de la poursuite de l'accompagnement de l'Etat dans le cadre de l'accès au financement, de la promotion et de la lutte contre les risques naturels.

Pour ce qui est des transports, le sous-secteur a enregistré une forte progression (10,5% en 2017 contre 2,9% en 2016) en phase avec le dynamisme de l'activité portuaire et du transport terrestre dans un contexte de renforcement du réseau routier et de renouvellement du parc roulant dans les transports en commun. Pour sa part, le transport aérien a connu une évolution négative sur la période ; le trafic d'aéronefs et le fret ont baissé par rapport à l'année précédente. Cette contraction a été accentuée sur les quatre (4) derniers mois de l'année coïncidant avec l'ouverture du nouvel aéroport international de Dakar (AIBD). Quant au transport ferroviaire, le repli observé traduit les difficultés structurelles de la sous-branche qui souffre de la vétusté des infrastructures conjuguée aux problèmes financiers et d'exploitation..

En ce qui concerne des activités immobilières, l'activité demeure dynamique en rapport avec la mise en œuvre d'importants projets immobiliers initiés, aussi bien par l'Etat, au titre du PSE, que par le secteur privé. En plus de la forte demande de logement, le sous-secteur tire davantage profit du développement rapide des zones à la périphérie de Dakar, notamment autour du pôle urbain de Diamniadio. A cet effet, le sous-secteur a enregistré une progression évaluée à 8,1% contre une hausse de 8,5% en 2016.

S'agissant des services d'information et de communication, l'activité s'est revigorée de 4,7% en 2017 à la suite du repli de 1,4% enregistré en 2016. La reprise notée est à mettre en liaison avec le dynamisme des activités des télécommunications constaté en 2017 (1,8% contre -1,5% en 2016) conjuguée à la vigueur des autres services de communication et d'information (17,5% contre -1,0% en

2016). En outre, le taux de pénétration de la téléphonie mobile poursuit une tendance haussière en s'établissant à 103,3% en 2017. Le parc internet, pour sa part, suit la même dynamique avec un taux de pénétration de 64% tiré par les terminaux mobiles avec les offres d'internet mobile 2G et 3G.

1.1.2. Les emplois du PIB

Au titre de la demande, la consommation finale est estimée en hausse de 7,1% en 2017 contre 5,2% un an auparavant. Cette progression traduit le renforcement de la consommation privée (+7,0% contre +5,1% en 2016), conjugué à l'accroissement de la consommation publique de 7,6% contre 5,9% en 2016. Globalement, la consommation finale est évaluée à 85,1% du PIB réel en 2017 contre 85,9% en 2016. Ainsi, le taux d'épargne intérieure s'est amélioré de 0,8 point de pourcentage, passant de 14,1% du PIB en 2016 à 14,9% du PIB en 2017.

Pour ce qui est de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle a enregistré une progression de 10,6% en 2017, soit un ralentissement de 2,9 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. La composante publique a, pour sa part, progressé de 7,2% en 2017 contre 16,2% en 2016, sous l'impulsion de la poursuite de la mise en œuvre du PSE et de l'orientation budgétaire visant une maîtrise des dépenses de fonctionnement au profit des investissements publics. Toutefois, sa contribution à la croissance du PIB réel reste relativement faible (0,4%). Pour ce qui est de l'investissement privé, il a également enregistré une hausse estimée à 12,0% contre 12,7% en 2016. Sa contribution à la croissance est estimée à 1,4%. Au total, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, passerait de 23,2% à 23,8% du PIB sur la période.

Globalement, pour l'année 2017, la demande intérieure s'est accrue de 7,2% contre 6,8% l'année précédente, tirée aussi bien par la consommation finale que par l'investissement. Au titre de la demande extérieure nette, les importations et les exportations de biens et services sont ressortis, respectivement, en termes réels, en hausse de 7,6% et 8,0% en 2017 contre, respectivement, 6,2% et 3,7% en 2016.

1.1.3. Inflation et Compétitivité

Au titre des prix, l'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, s'est établie à 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016, dans un contexte de remontée du cours du baril de pétrole et des principales matières premières. S'agissant de l'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), elle est ressortie à 1,3% en variation annuelle, sous l'effet du renchérissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,7%), atténué, toutefois, par la contraction des prix des produits « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,4%) ainsi que des prix des services de communication (-2,2%).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de l'ordre de 2,1% en 2017 comparativement à 2016, du fait de l'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux (+4,0%).

1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2018

En 2018, l'activité économique devrait rester dynamique à la faveur d'un environnement interne plus favorable, mais également grâce aux investissements structurants dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets et programmes du Plan Sénégal Emergent. En outre, la mise en œuvre des réformes, notamment, au titre de l'amélioration du climat des affaires, devrait aider à la consolidation de l'activité économique. Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 7,0%, contre 7,2% en 2017, soit un ralentissement de 0,2 point de pourcentage imputable en partie à l'agriculture qui devrait afficher une hausse de 9,4% contre 16,8% en 2017.

1.2.1. Les ressources du PIB

Malgré une décélération attendue dans le **secteur primaire**, l'activité devrait s'améliorer en 2018 comparativement à l'année précédente, à la faveur du dynamisme escompté dans le sous-secteur agricole. Globalement, le secteur est projeté en hausse de 7,8% en 2018 contre 12,9% en 2017.

Le sous-secteur agricole bénéficierait de la poursuite des actions initiées par l'État au titre de la seconde phase du PRACAS. Cette seconde étape devrait s'articuler autour des piliers que sont l'amélioration de la production et de la productivité des cultures vivrières (mil, sorgho, maïs, niébé), l'optimisation des performances des filières industrielles, le développement des exportations de fruits et légumes et l'amélioration des taux de couverture des besoins nationaux en oignon, pomme de terre et banane. Les objectifs de production fixés pour les cultures vivrières sont de 2,1 millions de tonnes pour le riz, 1,3 million de tonnes pour le mil, 350 000 tonnes pour le sorgho, 7000 tonnes pour le fonio et 180000 tonnes pour le niébé. Pour ce qui est des filières de l'agriculture industrielle, les objectifs sont fixés à 2 millions de tonnes pour l'arachide, 120 000 tonnes pour la tomate et 45 000 tonnes pour le coton. Le Sénégal ambitionne également de consolider la production et le niveau d'exportations de fruits et légumes avec un objectif de 200 000 tonnes pour l'haricot vert, la banane, la mangue et le melon. L'Etat entend sécuriser la production horticole avec des niveaux de 650 000 tonnes pour l'oignon et 210 000 tonnes pour la pomme de terre. Globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 9,4% en 2018.

Dans le sous-secteur de l'élevage et de la chasse, l'activité est projetée en hausse de 5,9% en 2018 contre une progression estimée à 7,1% en 2017. Le démarrage prochain du projet d'appui durable du pastoralisme devrait permettre de booster les activités du sous-secteur. La production de lait devrait

se renforcer avec la baisse de la fiscalité mais également grâce au programme national d'insémination artificielle et à l'importation d'animaux de race pure. En outre, la production d'œufs et de volaille se consoliderait sous l'effet de l'installation de fermes avicoles.

Dans le sous-secteur de la pêche, la mise en œuvre des programmes de modernisation et de normalisation des infrastructures et des équipements ainsi qu'une meilleure promotion des produits halieutiques devraient favoriser le développement des activités. Par ailleurs, l'effectivité des accords de pêche avec la Mauritanie en rapport avec le renouvellement des licences de pêche devrait permettre de renforcer les activités, notamment, dans la zone de Saint-Louis. Toutefois, la branche demeure confrontée à la rareté de la ressource halieutique liée en grande partie à la surexploitation. Dans ce contexte, les efforts visant à développer l'aquaculture seront poursuivis à travers l'installation de fermes industrielles, l'aménagement de sites destinés à la pisciculture et l'installation d'unités spécialisées dans la fabrication d'aliments pour poisson. Globalement, l'activité du sous-secteur de la pêche devrait s'établir à 3,1% en 2018 contre 7,1% en 2017.

Dans le **secteur secondaire**, il est attendu un regain de croissance traduisant la vigueur des sous-secteurs de la construction et des matériaux de construction dans un contexte de poursuite de l'exécution d'importants projets structurants, mais également la bonne tenue, notamment, de l'énergie, des activités extractives et de la fabrication de produits chimiques et agro-alimentaires. Globalement, le secteur secondaire est prévu en hausse de 6,9% en 2018 contre une estimation de 4,5% en 2017.

Dans le sous-secteur de la construction, la vigueur des investissements publics se poursuivrait avec, notamment, le prolongement de la VDN II et de l'autoroute à péage vers Thiès et Mbour, la réalisation de l'autoroute à péage Thiès-Touba. A ces investissements structurants, s'ajoutent les travaux de réalisation du pôle urbain de Diamniadio de même que d'importants programmes d'habitat incluant des logements sociaux financés par le secteur privé. A ce titre, l'activité de construction est attendue en progression de 11,5 % en 2018 contre une estimation de 9,6% en 2017.

L'orientation favorable dans les bâtiments et travaux publics (BTP) impacterait positivement l'activité de fabrication des matériaux de construction, en raison de l'augmentation des besoins en ciment. En revanche, malgré la politique d'expansion des marchés d'exportation, ce sous-secteur devrait subir les contrecoups de la concurrence dans certains pays de la sous région, notamment, en Gambie. Au total, le regain de croissance relevé un an auparavant devrait se consolider et porter l'activité des matériaux de construction en accroissement de 7,5 % en 2018.

S'agissant du sous-secteur de l'énergie, l'activité est prévue en hausse de 9,1% en 2018. Cela reflèterait les efforts visant le renforcement des capacités de production à travers l'optimisation des

sources de production (bonne disponibilité du parc de production et renforcement des capacités) ainsi que l'amélioration de la qualité de service. Il est prévu la mise en service de six (06) centrales pour une capacité globale de 246 MW. Il s'agit des centrales solaires de Santhiou Mékhé (29,5 MW), de Merina Dakhar (29,5 MW), de Malicounda (22 MW), de Kahone (20 MW) et de Sakal (20 MW) ainsi que de la centrale à charbon de Sendou (125 MW).

En ce qui concerne les activités extractives, la poursuite de la relance des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) conjuguée au dynamisme de l'exploitation des phosphates de Matam devrait permettre de maintenir la production de phosphate à un niveau élevé. Aussi, le sous-secteur est-il attendu en progression de 8,4 % en 2018.

Dans la fabrication de produits chimiques, l'activité devrait demeurer sur une bonne trajectoire de croissance, reflétant la disponibilité du phosphate grâce aux investissements opérés pour remettre à niveau l'outil de production des ICS. Ainsi, l'année 2018 devrait marquer l'atteinte des objectifs de production d'acide phosphorique. La résolution des difficultés de congestion au niveau du port de Dakar devrait contribuer à la facilité d'exportation dudit produit. La production d'engrais enregistrerait, par ailleurs, un regain traduisant aussi bien les besoins croissants du sous-secteur agricole ainsi que la bonne tenue de la demande étrangère. Au total, le sous-secteur est projeté en hausse de 14,5% en 2018, après une progression estimée à 17,8 % l'année précédente.

La tendance haussière dans le secteur secondaire devrait être, par ailleurs, confortée par la relance attendue dans la fabrication de corps gras. En effet, suite au repli observé en 2016 (-14,8 %), l'activité devrait se relancer avec une progression attendue à 19,1 % en 2018, à la faveur de l'arrivée sur le marché de nouvelles industries d'huilerie et des perspectives de redressement de SONACOS SA.

En 2018, l'activité dans **le secteur tertiaire** devrait se maintenir sur la dynamique de l'année précédente, avec une progression attendue à 6,7%. Cette tendance favorable reflèterait, principalement, la vigueur des sous-secteurs du commerce, des transports, des services financiers et des services immobiliers combinée au dynamisme dans les télécommunications et les services d'hébergement et de restauration.

Les activités commerciales tireraient profit de la bonne tenue de la demande de biens d'équipement et de consommation, dans un contexte de renforcement de la production agricole avec les réalisations au titre du PRACAS et le renforcement attendu du secteur industriel, notamment, avec l'ouverture du parc industriel de Diamniadio. Ainsi, l'activité du commerce est projetée en hausse de 5,1% en 2018.

Le sous-secteur du transport demeurerait dynamique, porté, notamment, par le transport routier et la bonne orientation des activités portuaires conjuguée au renforcement du transport aérien. Le transport routier poursuivrait son dynamisme en bénéficiant du renouvellement du parc des transports en commun et de l'élargissement du réseau routier. La bonne orientation des activités de production dans les secteurs primaire et secondaire devrait contribuer à conforter le sous-secteur du commerce. S'agissant des activités portuaires, elles devraient bien se comporter en tirant davantage profit de la bonne tenue des exportations et des importations. Le transport aérien, pour sa part, devrait se revigorer sous l'impulsion de l'ouverture du nouvel aéroport international de Dakar (AIBD) mais également du démarrage de la nouvelle compagnie Sénégal air dans le courant de l'année. Au total, le sous-secteur est attendu en hausse de 12,3%, soit un 1,8 point de pourcentage de hausse par rapport à 2017.

Dans les services d'hébergement et de restauration, l'activité est projetée en hausse de 14,3% en 2018 contre une estimation de 15,0% en 2017. Cette bonne tenue est le reflet de la poursuite de la relance de l'activité touristique, à la faveur des mesures d'accompagnement initiées par l'Etat pour lever les difficultés structurelles. L'activité devrait également bénéficier du renforcement du tourisme d'affaires mais aussi de la bonne situation sécuritaire.

S'agissant des services financiers, une croissance vigoureuse du sous-secteur est attendue (13,1% contre 16,5% en 2017), sous l'effet de la bonne orientation du crédit bancaire en rapport avec l'environnement interne marqué par la mise en œuvre des importants projets du PSE. Le sous-secteur devrait également tirer profit de la facilitation de l'accès au crédit à la faveur de la mise en place des bureaux d'information sur le crédit.

Concernant les activités immobilières, la croissance du sous-secteur se maintiendrait à 6,9% (contre 8,1% en 2017) en phase avec l'augmentation de la demande en logement. En outre, l'aménagement de nouvelles zones à usage d'habitation à la périphérie de Dakar devrait contribuer au raffermissement des activités immobilières à court et moyen terme.

Le maintien de la performance du secteur tertiaire serait renforcé, par ailleurs, par la vigueur des services d'information et de communication, notamment avec le dynamisme attendu des services de télécommunication qui bénéficierait de l'élargissement du réseau 4G à tous les opérateurs. Les services des postes et télécommunications sont ainsi projetés en hausse de 3,7% contre 1,8%, contribuant ainsi à la dynamique de performance des services d'information et de communication projetés à 4,9% en 2018 contre 4,7% l'année précédente.

1.2.2. Les emplois du PIB

En 2018, la consommation finale se maintiendrait en hausse de 6,7% et représenterait 83,9% du PIB contre une estimation de 85,1% en 2017, reflétant, ainsi, un raffermissement du taux d'épargne intérieure qui passerait de 14,9% en 2017 à 16,1% en 2018.

Pour sa part, l'investissement mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est projeté en accroissement de 9,5%, en raison de l'orientation favorable de l'investissement aussi bien public (+5,5%) que privé (+11,0%). Au total, le taux d'investissement, mesuré par la FBCF, est attendu à 24,1% en 2018 contre 23,8% en 2017.

Globalement, la demande intérieure devrait se consolider, en termes réels, de 6,9% en 2018 contre 7,2% en 2017. S'agissant de la demande extérieure nette, les importations et les exportations de biens et services sont attendues respectivement en hausse de 6,0% et 8,7% en 2018.

1.2.3. Inflation

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée à 2,2% en 2018 contre une estimation de 1,7% en 2017, soit une hausse des prix qui traduirait la progression récente des cours du baril et des autres matières premières sur le marché international. Néanmoins, l'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), serait maintenue en deçà du seuil communautaire de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2017

La gestion budgétaire en 2017 s'est déroulée dans un contexte caractérisé par la poursuite de l'exécution des projets déclinés dans le Plan Sénégal Émergent et de la mise en œuvre des réformes identifiées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par l'instrument de soutien à la Politique Économique (ISPE) 2015-2017. Elle s'est articulée, conformément à la politique de rationalisation des dépenses de consommation de l'État, autour de la gestion prudente des charges de fonctionnement et du maintien d'un niveau soutenu des investissements structurants. En termes de mobilisation des ressources, les efforts sont portés, essentiellement, sur l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement du contrôle. Globalement, le besoin de financement (déficit budgétaire dons compris) est ressorti à 362,2 milliards, soit 2,9% du PIB en 2017, contre un déficit de 369,3 milliards, soit 3,3% du PIB en 2016.

2.1.1. Les Recettes budgétaires

Les "ressources et dons" de l'Etat, appréhendés sous la terminologie "recettes" dans le nouveau manuel (MSFP 2001), sont estimées en hausse de 1,8% (+42,0 milliards) ; elles sont ainsi, passées de 2334,6 milliards en 2016 à 2376,6 milliards en 2017. Elles sont constituées des recettes fiscales pour un montant de 1844,9 milliards, des dons à hauteur de 264,5 milliards et des autres recettes pour une valeur de 267,2 milliards.

S'agissant des recettes fiscales, estimées en hausse de 3,1%, elles sont constituées essentiellement des "impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital", des "impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales" (droits de porte) et des "impôts sur les biens et services" avec des parts respectives de 29,5%, 14,4% et 51,8%. Les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital sont estimés à 543,5 milliards en 2017 après une réalisation de 512,9 milliards en 2016, soit un accroissement de 30,6 milliards (+6,0%). Cette augmentation reflète, principalement, les performances des recouvrements observées au niveau de l'impôt sur les sociétés (IS) (191,7 milliards) et de l'IRVM/IRCM (45,4 milliards), qui affichent des hausses respectives de 15,8% et 24,0%. La progression de l'IS est, pour l'essentiel, imputable à l'accroissement des contributions des sous-secteurs telles les industries extractives, celles du sucre, de l'énergie, de la farine et du lait, contrairement aux services des "télécommunications" et des "banques et assurances" dont les contributions se sont contractées. En revanche, l'impôt sur le revenu, évalué à 304 milliards, a enregistré une baisse de 6,8 milliards en rapport avec le recul des recouvrements au titre des bénéfices non commerciaux (BNC). Pour ce qui est des impôts sur les salaires et la main d'œuvre, constitués essentiellement de la Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFCE), ils sont estimés à 13,9

milliards en 2017 contre 17,3 milliards en 2016, soit un recul 19,7% indiquant le transfert progressif de la taxe au profit du fonds de financement de la formation professionnelle.

S'agissant des taxes sur biens et services, elles sont chiffrées à 954,9 milliards et ont enregistré une détérioration de 4,9 milliards (-0,5%), sous l'effet, notamment, de la contreperformance des taxes sur le pétrole. Les recettes pétrolières, évaluées à 254,8 milliards contre 307,5 milliards en 2016, sont en baisse de 17,1%; laquelle est attribuable essentiellement au fonds de spécialisation des importations de produits pétroliers (FSIPP) dont le recouvrement s'est établi à 26,4 milliards contre 104,6 milliards un an auparavant. Cette orientation défavorable traduit l'effet du maintien de la stabilité des prix à la pompe malgré le renchérissement du cours du baril au plan international. Cette baisse a été, toutefois, atténuée par la dynamique positive observée sur les recouvrements au titre de la TVA intérieure hors pétrole (287,7 milliards), de la TVA à l'import (382,5 milliards) et de la taxe sur les activités financières (62,6 milliards), lesquelles ont progressé, respectivement, de 11,1%, 9,9% et 13,1%. Globalement, les taxes intérieures sur biens et services ont tiré profit de la baisse progressive des crédits de TVA, conjuguée aux actions entreprises par la DGID et la DGD pour le renforcement du contrôle et du recouvrement des prises en charge. Pour ce qui est de la performance enregistrée sur la Tva de porte, elle a été soutenue aussi bien par le bon comportement des produits pétroliers que des produits non pétroliers. En outre, les taxes sur les biens et services ont bénéficié du recouvrement de nouvelles taxes, particulièrement, la taxe spéciale sur le ciment, la Contribution pour le Développement économique (CODEC) pour des montants respectifs de 10,7 milliards et 14,2 milliards.

Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales sont estimées à 266,4 milliards en 2017 contre 234,5 milliards l'année précédente, soit un accroissement de 13,6% (+31,9 milliards). Cette hausse a été tirée, principalement, par les droits de porte portant sur les produits hors pétrole, lesquels ont été recouverts à hauteur de 245,4 milliards, soit une progression de 25,4 milliards (+11,5%).

Pour ce qui est des "autres recettes", elles sont constituées, principalement, des recettes non fiscales, des ressources du Fonds de soutien à l'énergie (FSE) ainsi que des régularisations et des recettes exceptionnelles en fin de période.

Au total, la pression fiscale au titre de 2017 est ressortie à 15,0% du PIB contre 15,9% l'année précédente, soit un recul d'environ 0,9 point de pourcentage. Cette situation s'explique essentiellement par la faiblesse de la mobilisation des recettes sur le pétrole et le repli de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, le ratio reste en-dessous du plancher communautaire de 20% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale.

2.1.2. Les Dons

Les dons sont estimés à 264,5 milliards et sont composés des dons budgétaires pour 49,4 milliards et des dons en capital projetés à 215,1 milliards. Les dons ont progressé de 20,1 milliards par rapport à l'année précédente, à la faveur d'une amélioration des dons budgétaires (+11,5 milliards) et des dons en capital (+8,7 milliards).

2.1.3. Les Charges²

Les charges sont passées de 2170,6 milliards à 2214,3 milliards entre 2016 et 2017, soit une hausse modérée de 43,6 milliards (+2,0%), imputable essentiellement aux paiements d'intérêts sur la dette (+46,2 milliards), à la rémunération des salaires (+27,7 milliards) et, dans une moindre mesure, à l'augmentation modérée des dépenses exécutées sous forme de transferts en capital (+7,9 milliards) et de celles consacrées à l'utilisation des biens et services (+4,0 milliards). Toutefois, cette orientation haussière a été fortement atténuée par le recul des dons courants (-94,0 milliards) et des subventions (-9,8 milliards). Au total, le solde net de gestion s'est amélioré de 1,7 milliard en 2017 comparativement à l'année précédente.

Les intérêts sur la dette publique et la masse salariale, estimés respectivement à 233,9 milliards et 600 milliards en 2017, sont en hausse de 24,6% et 4,8%. La progression des charges d'intérêts sur la dette est imputable principalement à la dette extérieure qui est passée de 139,9 milliards en 2016 à 178,3 milliards en 2017, soit une hausse de 27,5% comparativement à fin 2016, tirée en partie par l'émission d'euro-obligations. Les dépenses de personnel, pour leur part, ont enregistré une progression de 4,8%. Le ratio de la "masse salariale rapportée aux recettes fiscales" est ressorti à 32,5%, contre 32,0% en 2016 grâce, notamment, à la poursuite du suivi rapproché de l'évolution des charges de personnel. Quant aux dons en capital (dépenses de transferts), ils ont augmenté de 1,5% pour s'établir à 534,8 milliards en 2017.

Les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat et celles financées sur ressources extérieures se sont établies globalement à 524,6 milliards en 2017 contre 533,3 milliards en 2016, soit un léger repli de 1,6%. Cette situation résulte de la baisse de 29,7% des dépenses d'investissement sur ressources internes avec une réalisation de 68,0 milliards en liaison avec la régulation des dépenses. Toutefois, le ratio des "dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales" est ressorti à 33,6%, soit au-delà du plancher de 20%. Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, elles ont atteint 456,6 milliards contre 436,5 milliards un an auparavant, soit

² Les charges et les transactions sur actifs non financiers sont les nouvelles dénominations des dépenses dans le manuel des statistiques de finances publiques de 2001 (MSFP 2001) ; elles remplacent les dépenses courantes et celles d'investissement de l'ancien manuel.

un accroissement de 20,1 milliards (+4,6%) imputable, notamment, à l'accroissement des financements extérieurs mobilisés sous forme de prêts projets dans le cadre du PSE.

2.1.4. Le Financement

En 2017, le financement du déficit budgétaire, arrêté à 362,2 milliards, a été pris en charge par une acquisition nette d'actifs financiers à hauteur de 197,3 milliards mais également à travers un financement extérieur net à hauteur de 831,9 milliards et un désengagement net de 270,2 milliards au niveau du financement intérieur.

Le financement extérieur repose, essentiellement, sur l'émission d'euro-obligations pour une valeur de 641,2 milliards, les tirages sur prêts-projets à hauteur de 241,5 milliards ainsi que les tirages sur les prêts programmes pour un montant de 79,8 milliards. En termes de remboursement, l'amortissement de la dette extérieure est chiffré à 92,2 milliards.

Pour ce qui est du financement intérieur, il est marqué par un désengagement net sur les titres de créances et des "autres crédits bancaires et du FMI" de 120,1 milliards et 49,8 milliards, respectivement.

2.1.5 La Dette publique

L'encours de la dette publique totale est passé de 5312,1 milliards en 2016 à 5848,5 milliards à fin 2017, soit un accroissement de 10,1% contre une progression de 15,5% un an auparavant. S'agissant du ratio de l'encours de la dette publique par rapport au PIB, il est ressorti à 47,7% en 2017 contre un taux de 47,2% en 2016. L'encours de la dette est composé de la dette extérieure et de celle intérieure pour des montants respectifs de 4483,1 milliards et 1365,3 milliards.

Quant au service de la dette publique extérieure en 2017, il représente respectivement 13,9% des recettes budgétaires et 10,5% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2018

La gestion budgétaire en 2018 s'est déjà inscrite dans la poursuite des orientations déclinées dans le programme économique et financier appuyé par l'instrument de soutien à la politique économique. Toutefois, l'exécution budgétaire au cours des premiers mois de 2018 est marquée une modification du contexte budgétaire caractérisé notamment par une remontée significative des cours du baril, un retard dans l'application des mesures à incidence fiscale, l'augmentation des charges d'intérêt sur la dette suite à l'émission d'eurobonds ainsi que la pression accrue sur la masse salariale. En

conséquence, le déficit budgétaire devrait se creuser temporairement, passant de 362,2 milliards (2,9% du PIB) en 2017 à 475,7 milliards projetés en 2018 (soit 3,5% du PIB).

2.2.1. Les Recettes budgétaires

Les recettes totales sont projetées en hausse de 9,4%, passant de 2377 milliards en 2017 à 2598,9 milliards en 2018. Elles sont composées de recettes budgétaires pour 2294,9 milliards, de ressources du FSE pour 30 milliards et de dons pour un montant de 274 milliards. La hausse des recettes serait tirée d'une part, par l'accroissement des " impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital " (+15,9%), les impôts sur les biens et services (+9,6%) et les " impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales " (+12,3%), et d'autre part, par l'impact des nouvelles taxes en 2018 instaurées pour conforter la collecte de recettes. Les recettes budgétaires se répartissent en recettes fiscales et en recettes non fiscales pour des montants respectifs de 2145,8 milliards et 149,1 milliards (dont 30 milliards portant sur une licence 4G sur les télécommunications).

Globalement, la pression fiscale est attendue à 16,0% du PIB en 2018 contre 15,0% en 2017. Ce relèvement traduirait les effets escomptés des réformes fiscales (modification du CGI, élargissement de l'assiette fiscale, nouvelles taxes) ainsi que la modernisation des administrations fiscales et douanières.

2.2.2. Les Dons

Les dons devraient s'améliorer de 3,6% pour s'établir à 274 milliards à la faveur des dons en capital qui se situeraient à 237 milliards avec une hausse de 10,2% permettant d'atténuer la baisse projetée de 25% des dons budgétaires, lesquels passeraient de 49 milliards en 2017 à 37 milliards en 2018.

2.2.3. Les charges

Les dépenses totales sont, pour leur part, projetées à 3074,7 milliards en 2018 contre 2738,8 milliards en 2017, soit une hausse de 12,3% tirée essentiellement par la progression attendue de la rémunération des salariés, des intérêts sur la dette, mais également de la hausse des acquisitions nettes d'actifs non financiers (investissements effectués par l'Etat et les partenaires).

En effet, la masse salariale (683 milliards) augmenterait de 13,8% tandis que les intérêts sur la dette (263,2 milliards) progresseraient de 12,5% à cause de l'effet de l'émission de l'eurobond de 2018.

Au niveau des investissements, les acquisitions nettes d'actifs financiers devraient progresser de 27,1% pour se situer à 667 milliards composés de 149,5 milliards de dépenses exécutés par l'Etat et de 517 milliards exécutés sur ressources extérieures. Quant aux investissements exécutés sous forme

de transferts (classés sous forme de dons en capital au niveau des charges), ils devraient progresser à hauteur de 5,9% pour s'établir à 566 milliards. Globalement les investissements regroupés sont projetés à 1232,6 milliards en hausse de 14,4% en 2018.

En revanche, les charges liées aux utilisations de biens et services (dépenses de fournitures et d'entretien) sont projetées à 316 milliards en 2018, soit en baisse de 2,9% relativement à 2017, en cohérence avec la stratégie de rationalisation des consommations publiques.

2.2.4. Le Financement

En 2018, le financement du déficit budgétaire, projeté à 475,7 milliards sera pris en charge principalement par une acquisition nette d'actifs financiers évaluée à 120 milliards mais également une accumulation nette de passifs projetée à 595,7 milliards. L'accumulation nette de passifs devrait s'opérer à travers un financement extérieur net de 912,4 milliards et un désengagement vis-à-vis du marché financier intérieur de 175,3 milliards.

Pour ce qui est du financement extérieur, il serait assuré essentiellement à partir des eurobonds, des tirages sur prêts et des tirages de trésorerie pour des montants respectifs de 1184 milliards, 280 milliards et 62 milliards. L'amortissement de la dette extérieure est, pour sa part, projeté à 150,6 milliards contre 92,2 milliards en 2017.

2.2.5 La dette publique

L'encours de la dette publique totale est projeté à 6564,2 milliards à fin 2018, soit un accroissement de 12,2%, comparativement à 2017. Il devrait représenter 49% du PIB contre 47,7% en 2017, soit en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2017

Le solde de la balance courante s'est fortement dégradé entre 2016 et 2017, passant de 472,4 milliards à 898,7 milliards. Toutefois, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire en 2017 et s'est établi à 244,3 milliards, en liaison, notamment, avec l'excédent relevé au niveau du compte de capital et d'opérations financières.

3.1.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 898,7 milliards (7,3% du PIB) en 2017 contre 472,4 milliards (4,2% du PIB) en 2016, soit une dégradation de 3,1 points de pourcentage. Cette situation reflète, principalement, la dégradation du solde de la balance commerciale (-390,8 milliards), de la balance des services (-46,5 milliards) et de celui des revenus primaires (-27,8 milliards), atténuée, toutefois, par le renforcement du solde du revenu secondaire (+39,0 milliards).

En effet, le déficit de la balance des biens est ressorti à 1555,7 milliards en 2017 contre 1164,8 milliards en 2016, soit une détérioration de 390,8 milliards. Cette dégradation est imputable essentiellement à la hausse plus marquée des importations (+588,8 milliards) comparée à celle des exportations de biens (+197,7 milliards).

Les exportations se sont inscrites en hausse de 11,6%, traduisant, notamment, la bonne tenue des ventes à l'étranger de produits pétroliers (+81,5 milliards), d'or (+30,1%), de titane (+18,3 milliards) et de produits halieutiques (+13,2 milliards). Cette évolution positive est, toutefois, atténuée par la baisse des exportations d'acide phosphorique (-28,0 milliards), de produits arachidières (-10,3 milliards) et, dans une moindre mesure, de phosphates (-0,1 milliard). La forte baisse des exportations d'acide phosphorique est liée principalement à une maintenance de l'outil de production et à des contraintes hivernales. Concernant les produits arachidières, la contraction des ventes à l'étranger est dû, entre autres, à une demande mondiale plus faible notamment celle de la Chine et au dynamisme de la demande interne en intrants grâce à la relance de la Sonacos SA qui a doublé sa collecte de graines d'arachide suite au soutien de l'Etat pour appuyer la restructuration. Les ventes à l'étranger de ciment se sont également contractées en 2017 du fait de la forte concurrence sur les marchés traditionnels dans la sous-région.

La hausse des importations (+588,8 milliards) est tirée, principalement, par l'augmentation des achats à l'étranger de produits pétroliers (+ 218,7 milliards), de produits alimentaires (+ 149,3 milliards), de biens intermédiaires (+132,3 milliards) et de biens d'équipements (+ 117,3 milliards), à la faveur, respectivement, de la mise en œuvre des projets d'infrastructures et de l'exploration pétrolière. Les

importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 24,1% en 2017, du fait, notamment, de l'accroissement des achats à l'étranger de riz³ (+30,2%), du blé (+14,1%) et du sucre (+45,0%).

Concernant la balance des services, le déficit s'est dégradé de 46,5 milliards, passant de 72,8 milliards à 119,1 milliards entre 2016 et 2017. Cette évolution est imputable au fret et assurances (-80,5 milliards) mais est atténuée par l'amélioration du poste voyages (+ 10,6 milliards).

Pour ce qui est de la balance des revenus primaires, le déficit s'est également creusé en 2017 pour s'établir à 323,2 milliards contre 295,4 milliards en 2016, soit une détérioration de 27,8 milliards, sous l'effet, essentiellement, des intérêts sur la dette publique extérieure dont la hausse est évaluée à 38,4 milliards.

Quant au solde des revenus secondaires, il est estimé à 1099,4 milliards en 2017, soit en hausse de 39,9 milliards par rapport à 2016, à la faveur des transferts courants privés. En effet, les envois de fonds des travailleurs à destination du Sénégal sont ressortis en hausse de 36,5 milliards en 2017 pour s'établir à 1048,8 milliards contre 1012,3 milliards en 2016.

3.1.2. Evolution du compte de capital et du compte financier

Le solde du compte de capital est ressorti, pour sa part, à 224,3 milliards en 2017, contre 214,8 milliards en 2016, sous l'effet de la hausse des transferts en capital (+8,0 milliards).

Par ailleurs, le solde du compte financier est excédentaire d'un montant de 918,7 milliards en 2017, contre 303,7 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 615,0 milliards, attribuable aux investissements de portefeuille, lesquels sont passés d'un déficit 54,5 milliards en 2016 à un excédent de 516,9 milliards en 2017, en rapport avec la levée de l'eurobond intervenue dans le courant de l'année. Par ailleurs, les investissements directs se sont accrus de 125,0 milliards, passant de 147,3 milliards en 2016 à 272,3 milliards en 2017.

3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2018

En 2018, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 922,0 milliards en 2018 (6,9% du PIB) contre 898,7 milliards en 2017 (7,3% du PIB). L'excédent du compte de capital s'améliorerait de 20,2 milliards en s'établissant à 244,5 milliards en 2018. Ce besoin de financement de 677,5 milliards traduisant la somme du solde du compte courant et de celui du compte capital devrait être compensé entièrement par l'excédent du compte financier (+954,4 milliards). Au total, le solde global de la balance des paiements devrait ressortir en excédent de 276,9 milliards.

³ La forte production de riz en 2017 est essentiellement consommée en 2018. Les problèmes de distribution du riz local expliquent tout de même en partie la progression du riz importé.

3.2.1. Evolution de la balance courante

Le déficit du compte courant est projeté à 922,0 milliards en 2018 contre 898,7 milliards en 2017, soit une dégradation de 23,3 milliards. Cette situation serait imputable, principalement, au creusement du déficit commercial de 24,6 milliards, à la détérioration de la balance des services de 2,8 milliards et à celle des revenus primaires de 48,6 milliards. Cette dégradation devrait être, cependant, atténuée, par la bonne orientation des transferts courants (+52,7 milliards). Le déficit courant rapporté du PIB enregistrerait une amélioration en s'établissant à 6,9% contre une estimation de 7,3% en 2017.

Le déficit de la balance commerciale devrait s'établir à 1580,2 milliards en 2018, contre 1555,7 milliards en 2017, soit un creusement de 24,6 milliards en liaison avec une progression plus importante attendue au niveau des importations (+264,3 milliards) comparativement à l'accroissement des exportations de biens (+239,7 milliards). L'augmentation des importations de biens reflèterait, notamment, la hausse des importations de produits pétroliers en raison de la remontée des cours du baril conjugué au raffermissement des quantités de pétrole brut importé. Elle serait, par ailleurs, tirée par les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires en rapport, respectivement, avec la poursuite des investissements et le regain de dynamisme dans l'industrie. S'agissant des exportations, la progression attendue serait portée, principalement, par les produits pétroliers, l'acide phosphorique, le ciment, les produits halieutiques, les produits horticoles et les produits arachidières.

Concernant la balance des services, son déficit se dégraderait légèrement de 2,8 milliards en passant de 119,3 milliards à 122,1 milliards en 2018, sous l'effet essentiellement, de l'augmentation du fret et de l'assurance à l'importation.

La balance des revenus primaires, pour sa part, est projetée en déficit de 371,8 milliards, soit une détérioration de 48,6 milliards qui serait imputable, essentiellement, à l'effet de l'augmentation des paiements des intérêts de la dette publique.

S'agissant de la balance des revenus secondaires, elle s'est inscrite en hausse de 52,7 milliards expliquée fortement par l'accroissement des transferts de fonds des migrants de 48,5 milliards. Ainsi, les transferts courants nets sont projetés à 1152,1 milliards en 2018 dont 1097,3 milliards à la faveur des transferts courants privés.

3.2.2. Evolution du compte de capital et du compte financier

Le compte de capital dégagerait un excédent de 244,5 milliards en 2018 contre 224,3 milliards en 2017, soit une hausse de 20,2 milliards en relation avec le renforcement des transferts nets de capital au profit du secteur public de 21,9 milliards dans le contexte de la poursuite des investissements de l'État.

Le compte financier ressortirait en excédent de 954,4 milliards en 2018 contre 918,7 milliards en 2017, soit une progression de 35,7 milliards. Cette situation bénéficierait de la hausse des investissements de portefeuille de 378,5 milliards imputable à l'émission de l'eurobond de 2018 à hauteur de 1184 milliards ainsi que de la légère progression des investissements directs et étrangers de 5,3 milliards. Cependant, ces performances seraient atténuées par le repli des autres investissements nets de 349,6 milliards en 2018.

4. LA SITUATION MONETAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2017

La situation monétaire, au terme de l'année 2017, a été marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+244,3 milliards), une hausse des créances intérieures (+13,8%) et une expansion de la masse monétaire (+12,1%).

4.1.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont estimés à 1415,4 milliards en 2017 contre 1171,1 milliards en 2016, soit une hausse de 244,3 milliards imputable à la fois à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale et de ceux des banques primaires de 169,8 milliards et de 74,6, respectivement.

4.1.2. Le crédit intérieur

S'agissant de l'encours du crédit intérieur, il est ressorti à 4179,6 milliards en 2017 contre 3674,0 milliards en 2016, soit une hausse de 505,7 milliards, traduisant, principalement, l'augmentation des crédits à l'économie (+536,7 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 30,8% en 2017 contre 28,8% un an auparavant, soit une amélioration de deux (02) points de pourcentage. En revanche, la Position Nette du Gouvernement s'est améliorée de 31,0 milliards en liaison, principalement, avec les désengagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire.

4.1.3. La masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 12,1% en 2017 contre une progression de 13,7% en 2016. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par un renforcement des dépôts bancaires (+281,5 milliards) et de la circulation fiduciaire (+227,5 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 37,5% en 2016 à 38,5% en 2017, soit un gain d'un (01) point de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2018

La situation monétaire devrait être marquée, en 2018, par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 276,9 milliards, un accroissement des créances intérieures de 4,7% et une expansion de la masse monétaire de 7,9%.

4.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont projetés à 1692,3 milliards en 2018 contre 1415,1 milliards en 2017, soit une hausse de 276,9 milliards imputable, entièrement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

4.2.2. Le crédit intérieur

Concernant l'encours des créances intérieures, il est projeté à 4376,1 milliards en 2018, contre 4179,6 milliards en 2017, soit en hausse de 196,5 milliards. Ce renforcement devrait être porté, essentiellement, par les crédits à l'économie (+482,3 milliards), sous l'effet du dynamisme de l'activité économique. La Position Nette du Gouvernement, pour sa part, s'améliorerait de 285,8 milliards. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 31,8%, soit une amélioration d'un (01) point de pourcentage par rapport à 2017.

4.2.3. La masse monétaire

La masse monétaire devrait s'établir à 5101,7 milliards en 2018, contre 4726,5 milliards en 2017, soit une hausse de 7,9%. Cette progression se traduirait par un raffermissement des dépôts dans les banques (+212,3 milliards) ; lesquels ressortiraient à 3791,1 milliards. Quant à la circulation fiduciaire, elle devrait ressortir en hausse de 163,0 milliards. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie ressortirait à 38,1% en 2018, soit un retrait de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2017.

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel

Croissance du Produit Interieur Brut	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur Primaire		10,6%	5,4%	12,9%	7,8%
Agriculture et activités annexes		16,0%	3,7%	16,8%	9,4%
Élevage et chasse		2,7%	7,4%	7,1%	5,9%
Sylviculture, exploitation forestière,		1,7%	6,0%	3,5%	3,7%
Pêche et pisciculture		3,4%	12,3%	7,1%	3,1%
Secteur Secondaire		9,8%	4,9%	4,5%	6,9%
Activités extractives		31,1%	-11,8%	5,6%	8,4%
Fabrication de produits agro-alimentaires		3,0%	2,2%	8,3%	8,6%
Abattage, transformation et conservation des viandes		-9,7%	16,5%	5,7%	3,2%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques		-1,5%	-3,6%	4,7%	6,9%
Fabrication de corps gras alimentaires		31,9%	-14,8%	20,3%	19,1%
Riz décortiqué et farines		1,9%	13,6%	6,5%	7,4%
Fabrication de produits alimentaires céréaliers		-1,3%	13,6%	7,8%	4,2%
Fabrication d'aliments pour animaux		-0,8%	2,1%	9,7%	7,5%
Fabrication de pain et pâtisseries		0,3%	15,0%	4,4%	2,6%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a		-4,9%	21,4%	13,1%	4,5%
Fabrication de produits alimentaires n.c.a		14,8%	6,7%	-1,5%	4,6%
Conserves de fruits et légumes		6,8%	1,8%	39,0%	6,9%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires		15,4%	-0,3%	-23,4%	10,5%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie		20,3%	12,9%	-0,7%	3,0%
Fabrication d'autres produits alimentaires		30,0%	9,5%	0,8%	1,1%
Fabrication de boissons		6,3%	9,5%	-4,5%	5,0%
Produits à base de tabac		5,0%	4,2%	-4,2%	-2,2%
Raffinage pétrole, cokéfaction,		35,2%	7,8%	2,8%	2,5%
Fabrication de produits chimiques		31,4%	32,5%	17,8%	14,5%
Matériaux de construction		17,9%	12,0%	3,7%	7,5%
Egrenage de coton et fabrication de textiles		-0,9%	3,7%	1,7%	1,8%
Egrenage du coton		-70,2%	-91,7%	-20,4%	4,8%
Filature, tissage et ennoblissement textile		0,3%	5,8%	2,2%	2,4%
Fabrication d'articles d'habillement		0,6%	3,7%	1,5%	1,6%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures		4,5%	6,0%	-1,8%	1,5%
Sciage et rabotage du bois		0,7%	7,8%	20,7%	7,6%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton		1,3%	2,6%	-0,7%	2,7%
Produits pharmaceutiques		-13,5%	1,3%	-13,8%	-4,7%
Savons, parfums et produits d'entretien		4,7%	24,4%	21,1%	10,0%
Produits du caoutchouc et plastique		17,8%	9,2%	2,9%	8,6%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux		-4,0%	1,4%	-13,0%	7,6%
Autres matériels de transport		1,0%	1,3%	5,3%	5,4%
Autres produits manufacturés		2,4%	1,6%	-4,1%	4,3%
ELECTRICITE ET GAZ		18,3%	5,7%	8,9%	9,1%
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets		8,7%	1,2%	2,9%	3,4%
Construction		15,5%	13,3%	9,6%	11,5%
Secteur Tertiaire		2,6%	5,9%	6,6%	6,7%
Commerce		7,8%	1,4%	5,2%	5,1%
Transports		-0,2%	2,9%	10,5%	12,3%
Services d'hébergement et restauration		-1,6%	3,4%	15,0%	14,3%
Information et Communication		2,8%	-1,4%	4,7%	4,9%
Services des Télécommunications		1,6%	-1,5%	1,8%	3,7%
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION		8,6%	-1,0%	17,5%	9,6%
Services financiers et d'assurance		11,5%	4,6%	16,5%	13,1%
Services immobiliers		4,0%	8,5%	8,1%	6,9%
Services spécialisés, scientifiques et techniques		-19,5%	32,1%	5,0%	5,0%
Services de soutien au bureau		10,1%	16,4%	6,3%	8,6%
Enseignement		3,1%	3,5%	3,5%	3,4%
Activités de santé et action sociale		-0,5%	2,0%	1,3%	3,1%
Activités à caractère collectif ou personnel		19,1%	17,6%	20,5%	18,3%
Services domestique		1,7%	3,6%	4,7%	5,2%
Autres services		4,1%	4,0%	0,4%	8,4%
Services d'Administration publique		10,7%	11,1%	6,5%	5,5%
Taxes sur biens et services		8,9%	9,3%	8,3%	7,8%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)		6,4%	6,2%	7,2%	7,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)		6,1%	5,9%	7,0%	6,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)		5,5%	6,5%	6,3%	6,7%
Production de biens et services		6,8%	6,3%	7,1%	7,3%
Importations de biens et services		7,7%	6,2%	7,6%	6,0%
Taxes nettes sur les produits		8,9%	9,3%	8,3%	7,8%
TOTAL DES RESSOURCES		7,0%	6,4%	7,3%	7,1%
Consommations intermédiaires		7,6%	6,8%	7,2%	7,7%
Consommation finale		4,6%	5,2%	7,1%	6,7%
publique		5,7%	5,9%	7,6%	6,8%
privée		4,4%	5,1%	7,0%	6,7%
Formation brute de capital fixe		5,9%	13,7%	10,6%	9,5%
publique		13,9%	16,2%	7,2%	5,5%
privée		3,0%	12,7%	12,0%	11,0%
Aquisition objets de valeur		1,9%	1,9%	9,6%	9,9%
Exportations de biens et services		9,4%	3,7%	8,0%	8,7%
TOTAL DES EMPLOIS		7,0%	6,4%	7,3%	7,1%

Source : DPEE

Tableau 2 : PIB nominal

En milliards de FCFA aux prix courant	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur Primaire	1 306,8	1 500,9	1 657,1	1 968,1	2 221,3
Agriculture et activités annexes	780,4	927,6	987,0	1 208,2	1 365,2
Élevage et chasse	363,0	396,9	453,5	507,5	568,7
Sylviculture, exploitation forestière,	50,7	48,6	52,5	54,8	56,3
Pêche et pisciculture	112,7	127,8	164,2	197,6	231,1
Secteur Secondaire	2 263,2	2 478,6	2 615,7	2 773,0	3 002,0
Activités extractives	192,8	281,6	283,0	285,9	331,7
Fabrication de produits agro-alimentaires	386,0	390,9	373,5	421,7	454,6
Abattage, transformation et conservation des viandes	101,4	92,3	106,6	117,5	123,0
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	133,8	132,6	108,0	127,0	133,6
Fabrication de corps gras alimentaires	67,8	83,9	67,5	81,2	96,7
Riz décortiqué et farines	83,0	82,2	91,4	95,9	101,2
Fabrication de produits alimentaires céréaliers	136,9	134,9	164,7	181,8	188,2
Fabrication d'aliments pour animaux	31,8	29,9	33,3	34,2	37,1
Fabrication de pain et pâtisseries	69,7	71,1	91,1	96,1	98,7
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	35,5	33,9	40,3	51,5	52,3
Fabrication de produits alimentaires n.c.a	303,7	339,9	361,7	386,4	416,5
Conserves de fruits et légumes	39,2	42,3	40,8	78,8	85,1
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	65,4	69,8	63,4	48,4	54,6
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	45,8	53,6	62,3	61,2	63,1
Fabrication d'autres produits alimentaires	56,8	69,4	85,0	98,7	113,4
Fabrication de boissons	76,8	82,5	88,2	78,4	80,1
Produits à base de tabac	19,7	22,3	22,0	20,8	20,3
Raffinage pétrole, cokéfaction,	41,8	85,6	58,4	68,5	75,2
Fabrication de produits chimiques	29,6	65,0	60,0	63,0	64,6
Matériaux de construction	85,1	82,1	96,2	97,9	103,2
Egrenage de coton et fabrication de textiles	228,2	226,8	242,6	251,7	259,6
Egrenage du coton	4,6	0,1	0,0	0,0	0,0
Filature, tissage et ennoblissement textile	62,7	64,4	69,9	72,8	76,1
Fabrication d'articles d'habillement	160,9	162,3	172,7	178,8	183,5
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	11,6	12,4	13,5	13,5	13,8
Sciage et rabotage du bois	51,3	53,8	61,1	74,2	80,7
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	31,4	31,6	32,4	29,1	30,2
Produits pharmaceutiques	16,4	13,9	14,4	10,7	9,1
Savons, parfums et produits d'entretien	27,4	34,5	42,2	61,8	68,2
Produits du caoutchouc et plastique	50,0	62,2	65,2	69,0	75,3
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	84,7	79,6	72,5	45,9	50,4
Autres matériels de transport	37,3	36,9	38,0	40,6	43,6
Autres produits manufacturés	140,0	140,9	145,6	134,0	141,1
ELECTRICITE ET GAZ	88,4	77,0	100,8	114,1	126,9
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets	87,0	94,3	99,9	102,8	106,3
Construction	233,5	234,8	289,9	320,6	362,8
Secteur Tertiaire	4 743,8	4 873,4	5 234,6	5 618,2	6 105,3
Commerce	1 249,7	1 362,1	1 328,7	1 416,2	1 509,3
Transports	373,6	383,3	453,1	500,7	576,4
Services d'hébergement et restauration	132,8	136,8	143,7	167,4	193,2
Information et Communication	525,8	521,5	530,7	547,3	586,5
Services des Télécommunications	435,5	423,5	433,6	432,1	450,3
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	90,4	98,0	97,1	115,3	136,2
Services financiers et d'assurance	210,3	246,0	263,9	311,5	359,9
Services immobiliers	824,1	839,1	913,9	991,4	1 080,0
Services spécialisés, scientifiques et techniques	438,8	351,1	465,1	493,2	523,1
Services de soutien au bureau	162,4	176,6	204,9	218,0	237,3
Enseignement	479,7	494,4	528,6	553,0	583,1
Activités de santé et action sociale	147,8	150,2	159,6	162,0	172,9
Activités à caractère collectif ou personnel	30,1	36,2	51,5	62,2	73,7
Services domestique	53,2	55,1	63,0	66,9	71,0
Autres services	115,4	120,9	127,7	128,3	139,1
Services d'Administration publique	496,5	531,9	581,5	629,8	675,1
Taxes sur biens et services	964,8	1 123,8	1 162,9	1 275,7	1 402,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	9 775,0	10 508,7	11 251,7	12 264,9	13 406,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	8 810,2	9 384,9	10 088,8	10 989,1	12 003,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	8 994,6	9 581,0	10 264,7	11 056,7	12 041,4
Production de biens et services	15 878,7	16 844,0	17 868,9	19 582,9	21 298,6
Importations de biens et services	3 583,9	3 723,5	3 672,0	4 342,6	4 649,4
Taxes nettes sur les produits	964,8	1 123,8	1 162,9	1 275,7	1 402,8
TOTAL DES RESSOURCES	20 427,5	21 691,3	22 703,7	25 201,2	27 350,8
Consommations intermédiaires	7 068,5	7 459,1	7 780,1	8 593,8	9 294,8
Consommation finale	8 700,3	9 134,4	9 660,5	10 440,5	11 246,9
publique	1 440,3	1 502,7	1 592,6	1 723,9	1 851,9
privée	7 260,0	7 631,7	8 067,9	8 716,6	9 395,0
Formation brute de capital fixe	2 295,1	2 418,8	2 612,5	2 922,5	3 234,1
publique	603,0	656,9	785,9	840,5	876,8
privée	1 692,1	1 761,9	1 826,5	2 082,0	2 357,3
Variation de stocks	213,7	274,4	195,8	554,9	603,2
Aquisition objets de valeur	21,0	21,5	22,1	24,5	27,1
Exportations de biens et services	2 128,8	2 383,1	2 432,8	2 665,1	2 944,7
TOTAL DES EMPLOIS	20 427,5	21 691,3	22 703,7	25 201,2	27 350,8

Source : DPEE

Tableau 3 : Evolution du déflateur base 100=2014

EVOLUTION DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 2014	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur Primaire		3,8%	4,7%	5,2%	4,7%
Agriculture et activités annexes		2,5%	2,6%	4,8%	3,3%
Evage et chasse		6,4%	6,4%	4,5%	5,8%
Sylviculture, exploitation forestiere,		-5,6%	1,7%	1,0%	-1,0%
Pêche et pisciculture		9,7%	14,5%	12,4%	13,4%
Secteur Secondaire		-0,2%	0,6%	1,4%	1,3%
Activités extractives		11,4%	14,0%	-4,3%	7,0%
Fabrication de produits agro-alimentaires		-1,7%	-6,5%	4,2%	-0,8%
Abattage, transformation et conservation des viandes		0,7%	-0,9%	4,4%	1,4%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques		0,6%	-15,5%	12,3%	-1,6%
Fabrication de corps gras alimentaires		-6,3%	-5,6%	0,0%	0,0%
Riz décortiqué et farines		-2,9%	-2,0%	-1,5%	-1,8%
Fabrication de produits alimentaires céréaliers		-0,2%	7,5%	2,3%	-0,6%
Fabrication d'aliments pour animaux		-5,1%	9,2%	-6,5%	1,0%
Fabrication de pain et pâtisseries		1,7%	11,5%	1,0%	0,1%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a		0,5%	-2,2%	13,1%	-2,7%
Fabrication de produits alimentaires n.c.a		-2,5%	-0,2%	8,5%	3,1%
Conserves de fruits et légumes		0,9%	-5,1%	39,0%	1,0%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires		-7,5%	-8,9%	-0,2%	2,0%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie		-2,8%	3,1%	-1,2%	0,1%
Fabrication d'autres produits alimentaires		-5,9%	11,8%	15,3%	13,5%
Fabrication de boissons		1,0%	-2,4%	-6,9%	-2,8%
Produits à base de tabac		7,6%	-5,3%	-1,6%	0,0%
Raffinage petrole, cokefaction,		51,5%	-36,7%	14,1%	7,1%
Fabrication de produits chimiques		66,9%	-30,3%	-10,9%	-10,4%
Matériaux de construction		-18,2%	4,6%	-1,9%	-2,0%
Egrenage de coton et fabrication de textiles		0,3%	3,2%	2,0%	1,3%
Egrenage du coton		-92,0%	-43,2%	-6,2%	2,0%
Filature, tissage et ennoblissement textile		2,3%	2,6%	2,0%	2,0%
Fabrication d'articles d'habillement		0,3%	2,6%	2,0%	1,0%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures		2,5%	2,6%	1,3%	1,0%
Sciage et rabotage du bois		4,2%	5,3%	0,6%	1,0%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton		-0,8%	-0,2%	-9,3%	1,0%
Produits pharmaceutiques		-2,1%	2,4%	-13,8%	-10,8%
Savons, parfums et produits d'entretien		20,3%	-1,7%	21,1%	0,3%
Produits du caoutchouc et plastique		5,5%	-3,9%	2,9%	0,5%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux		-2,0%	-10,1%	-27,3%	2,0%
Autres matériels de transport		-2,0%	1,7%	1,3%	2,0%
Autres produits manufacturés		-1,7%	1,7%	-4,1%	1,0%
ELECTRICITE ET GAZ		-26,3%	23,9%	3,9%	2,0%
EAU, ASSAINISSEMENT ET Traitement des déchets		-0,4%	4,7%	0,0%	0,0%
Construction		-13,0%	8,9%	0,9%	1,5%
Secteur Tertiaire		0,1%	1,4%	0,7%	1,8%
Commerce		1,1%	-3,8%	1,3%	1,4%
Transports		2,8%	14,9%	0,0%	2,5%
Services d'hébergement et restauration		4,6%	1,5%	1,3%	1,0%
Information et Communication		-3,5%	3,2%	-1,5%	2,1%
Services des Télécommunications		-4,3%	3,9%	-2,1%	0,5%
AUTRES SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION		-0,2%	0,1%	1,0%	1,0%
Services financiers et d'assurance		4,9%	2,6%	1,3%	2,2%
Services immobiliers		-2,1%	0,4%	0,4%	1,9%
Services spécialisés, scientifiques et techniques		-0,6%	0,2%	1,0%	1,0%
Services de soutien au bureau		-1,2%	-0,3%	0,1%	0,2%
Services d'administration publique		-3,2%	-1,6%	1,7%	1,6%
Enseignement		0,0%	3,3%	1,1%	2,0%
Activites de sante et action sociale		2,2%	4,2%	0,2%	3,5%
Activites à caractere collectif ou personnel		1,2%	21,0%	0,1%	0,2%
Services domestique		1,8%	10,5%	1,3%	1,0%
Autres services		0,6%	1,6%	0,0%	0,0%
Services d'Administration publique		-3,2%	-1,6%	1,7%	1,6%
Taxes sur biens et services		6,9%	-5,3%	1,3%	2,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)		1,1%	0,8%	1,7%	2,2%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)		0,9%	0,6%	1,4%	2,0%
Production de biens et services		0,9%	2,3%	0,1%	0,2%
Importations de biens et services		-3,6%	-7,2%	9,9%	1,0%
Taxes nettes sur les produits		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TOTAL DES RESSOURCES		-0,8%	-1,7%	3,5%	1,4%
Consommations intermédiaires		-1,9%	-2,4%	3,0%	0,4%
Consommation finale		0,3%	0,5%	0,9%	0,9%
publique		-1,3%	0,1%	0,6%	0,6%
privée		0,7%	0,6%	1,0%	1,0%
Formation brute de capital fixe		-1,3%	-5,0%	1,2%	1,1%
publique		-4,4%	3,0%	-0,2%	-1,1%
privée		1,1%	-8,0%	1,8%	2,0%
Aquisition objets de valeur		0,4%	0,8%	1,0%	1,0%
Exportations de biens et services		2,4%	-1,5%	1,4%	1,7%
TOTAL DES EMPLOIS		-0,8%	-1,7%	3,5%	1,4%

Source : DPEE

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

	2014	2015	2016	2017	2018. Proj
(en milliards FCFA)					
Compte Administration centrale					
Recettes	1 877,2	2 026,1	2 334,6	2 377	2 598,9
Recettes fiscales	1 482,5	1 597,1	1 788,6	1 845	2 145,8
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	401,8	435,4	512,9	544	630,1
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	21,1	20,3	17,3	14	10,0
Impôts patrimoine	27,1	31,4	29,6	34	33,2
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	786,4	882,4	959,8	955	1 046,1
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	218,6	227,6	234,5	266	299,2
Autres recettes fiscales	27,5		34,4	32	36,8
Mesures modificat° CGI, dépenses fiscales, PEC					64,0
Mesures nouvelles fiscales et douanières					26,5
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	-	
Dons	253,5	232,0	244,4	264	274,0
Budgetaire	40,3	31,2	38,0	49	37,0
En capital	213,2	200,8	206,4	215	237,0
Autres recettes	141,2	197,0	301,7	267	179,1
dont recettes non fiscales	91,7	111,4	106,1	97	149,1
dont Télécom 4G					30,0
dont recettes propres du FSE	0,0	57,4	20,6	31	30,0
dont Mittal	49,5	28,2	0,0	-	0,0
dont SWAP			40,1		0,0
dont Sonatel			99,7		0,0
dont autres reversements			35,2	140	
Depenses	2 253,9	2 413,3	2 704,0	2 739	3 075
Charges	1 395,7	1 889,1	2 170,6	2 214	2 408
Remuneration des salaires	490,0	526,1	572,3	600	683,0
Utilisations de bien et services	360,7	384,3	321,6	326	316,0
<i>dont Montant dépenses additionnelles Sécurité</i>					4,5
<i>dont Montant ajustement/LFI</i>		37,8			-17,0
<i>dont dépenses de telephone</i>		11,7			
Consommation de capital fixe		0,0		-	
Interets	127,0	159,7	187,7	234	263,2
Exterieur	58,6	126,1	139,9	178	218,0
Interieur	68,3	33,6	47,8	56	45,2
Subventions	60,1	50,6	52,3	43	45
Dons (courants et en capital)	174,3	600,4	811,0	725	963,6
<i>Dons courants yc FSE</i>		215,6	284,2	190	397,5
<i>dont SENELEC (compense)</i>					52,0
<i>dont différentiel transport</i>					14,0
<i>dont dépenses FSE</i>					30,0
<i>dont Transferts courants aux Universités</i>					
<i>Dons en capital</i>		384,8	526,9	535	566,1
<i>dont Dépenses ajustées /LFI</i>					-74,5
<i>dont Dépenses additionnelles Sécurité</i>					29,6
Prestations d'assistance sociales	30,1	60,2	6,2	7	5,3
Autres depenses	153,5	107,8	219,6	280	132,0
Autres charges courantes		107,8	188,7	263	132,0
Autres charges en capital		0,0	31,0	18	
Solde brut de gestion (1-2+23+NOBz)		137	164,0	162	191
<i>Solde net de gestion (1-2+NOBz) c/</i>		137			
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
Acquisition nette actifs non financiers	858,2	524,2	533,3	525	667
Actifs fixes		522,4	533,2	525	667
Investissement financé/ressources internes et exécuté par l'Etat	99,0	117,3	96,7	68	149,5
<i>dont nouveaux projets coupés</i>					-62
Investissement des autres entités financés sur dons de l'Etat	368,4	0,0			
Investissement financé/ressources externes et exécuté en projet	390,9	405,1	436,5	457	517
Variation de stocks		0,2	0,1		
Objets de valeur		0,0			
Actifs non produits		1,7			
Capacite/besoin financement (excedent/deficit)	-376,7	-387,2	-369,3	-362,2	-475,7

Source : DPEE/DGCPT

Tableau 5 : TOFE (Suite)

<i>Suite Tofe (Financement PROV)</i>	2014	2015	2016	2017	2018 Rev.
TRANSACT [®] SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (/ FINANCEMENT)	-379,3	-387,2	-369,3	-362,2	-475,7
Acquisition nette actifs financiers	122,2	-92,7	185,4	197,3	120,0
Interieur	105,7	-107,4	175,3	197,3	120,0
Numéraire et dépôts	96,0	-128,4	95,6	27,2	120,0
Titres de créance	7,7	12,7	0,0	0,0	0,0
Crédits	-1,3	0,3	38,7	166,9	0,0
<i>dont rétrocession nette des remboursements</i>			34,2	101,0	0,0
<i>dont couvertures de chèques de la Poste non remboursées</i>				59,9	0,0
Actions et parts de fonds d'investissement	0,0	0,0	4,9	4,3	0,0
Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	3,3	8,0	36,1	-1,2	0,0
<i>dont couvertures cheques postes n. remb.</i>			38,7		
Exterieur	16,4	14,7	10,1	0,0	0,0
Or monétaire et DTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accumulation nette de passifs	501,4	299,0	557,4	561,7	595,7
Interieur	-109,1	-42,0	293,9	-270,2	-316,7
Titres de créances (publics) (net)	19,5	70,6	360,0	-120,1	-175,3
<i>Bons du trésor en compte de depot</i>	5,3	-7,4	-2,0	-10,0	0,0
<i>Bons du trésor en adjudication</i>		2,0	-14,7	-16,6	-0,4
<i>Emprunts obligataire par APE</i>	36,9	14,0	-14,4	-25,2	-36,6
<i>Emprunts obligataire en adjudication</i>	-22,7	62,0	210,8	-54,4	-138,3
<i>Emprunts Sukkuk</i>			180,3	-13,9	
<i>Autres</i>			0,0		
Crédits	25,8	-56,3	-37,7	-49,8	-66,5
<i>Depot koweïtien</i>	-5,3	-5,7	-6,0	-6,0	-6,3
<i>FMI et DTS</i>	-20,6	-30,7	-32,4	-31,7	-31,1
<i>Autres emprunts (dont BA, BIS, Sukkuk, etc)</i>	51,7	-19,9	0,7	-12,1	-14,1
<i>dont Banque atlantique</i>					0,0
<i>Sukkuk</i>					-15,0
<i>Ressources Afriximbank</i>			0,0	0,0	
Autres comptes à payer	-154,4	-56,3	-28,4	-100,3	-75,0
<i>dont fonds en route</i>		24,9	25,9	8,1	0,0
<i>dont Reglements sur les dépenses ordnncées en n-1</i>		-42,3	-34,9	-25,6	0,0
<i>dont Reglements correspondants du Trésor (yc collectivités)</i>			1,5	-77,8	-75,0
<i>dont financements autres</i>					
<i>dont Fonds national de retraites FNR</i>			-20,9	-10,1	0,0
<i>dont Autres</i>				5,2	0,0
Exterieurs	610,5	341,0	263,5	831,9	912,4
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances	230,3	183,0	-44,5	516,9	1047,8
<i>Bons du trésor par adjudication</i>	-61,4	16,4	-36,4	-16,0	-0,3
<i>Obligation du Trésor par adjudication</i>	41,7	166,5	14,5	-49,1	-92,2
<i>Obligation du Trésor par APE</i>	0		-11,6	-23,7	-24,4
<i>Emprunts non concessionnels</i>	250,0		0,0	0,0	0,0
<i>Euro-obligations emissions</i>				641,2	1184,0
<i>Sukkuk</i>			-11,1	-11,1	-10,0
<i>Autres</i>				-24,5	-9,4
Crédits	380,2	158,0	308,05	315,0	-135,4
<i>dont Tirages sur prêts programme</i>	0,0	29,4	29,3	79,8	62,0
<i>dont Prets-projets</i>	177,7	204,0	230,1	241,5	280,0
<i>dont Rétrocessions</i>		12,7	34,2	103,5	0,0
<i>dont autres emprunts (BA,)</i>	104,8	-26,3	-16,4	-17,5	-9,4
<i>dont bilatéraux et multilatéraux et commerciaux</i>	-53,3	-61,7	-67,8	-92,2	-150,6
<i>dont remboursement</i>					-164,9
<i>dont rachats Eurobond</i>					-123,0
<i>dont crédit-Suisse et Afriximbank (250 millions euros)</i>	98,4		0,0		-29,5
<i>dont Autres credits nets</i>			98,6		0,0
<i>Autres comptes à payer</i>		0,0	0,0		
<i>Erreurs et omissions</i>	2,6	4,5	2,7	2,2	0,0

Source : DPEE/DGCPT

Tableau 6 : Balance des paiements

En milliards de F.CFA	2015	2016	2017 estim	2018 proj.
BALANCE DES BIENS	-1 274,5	-1 164,8	-1 555,7	-1 580,2
EXPORTATIONS FOB	1 669,1	1 703,4	1 901,3	2 141,1
IMPORTATIONS FOB	2 943,6	2 868,2	3 457,0	3 721,3
SERVICES NETS	-68,5	-72,8	-119,3	-122,1
dont FRET ET ASSURANCE	-394,5	-353,4	-453,5	-502,0
REVENUS NETS	-231,5	-295,4	-323,2	-371,8
dont INTERETS / DETTE EXTER.PUBLIQUE	126,1	139,9	178,3	226,9
TRANSFERTS COURANTS	1 015,8	1 060,4	1 099,4	1 152,1
PRIVES	963,8	1 012,3	1 048,8	1 097,3
PUBLICS	52,0	48,1	50,6	54,8
TRANSACTIONS COURANTES	-558,7	-472,5	-898,7	-922,0
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERE	714,5	518,5	1 143,0	1 198,9
COMPTE DE CAPITAL	202,7	214,8	224,3	244,5
TRANSFERTS DE CAPITAL	204,3	217,5	225,5	246,4
PRIVES	8,1	9,0	10,5	9,4
PUBLICS	196,2	208,4	215,1	237,0
Acquisit. / cessions d'actifs financiers non produits	-1,6	-2,7	-1,2	-1,9
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	511,8	303,7	918,7	954,4
- CAPITAUX PUBLICS	335,9	196,8	831,9	913,4
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	182,7	-54,5	516,9	895,4
AUTRES INVESTISSEMENTS	153,3	251,3	315,0	18,0
dont TIRAGES	246,6	382,2	424,7	342,0
AMORTISSEMENTS PUBLICS	-87,8	-84,2	-109,7	-324,0
- CAPITAUX PRIVES	175,9	106,9	86,8	41,0
INVESTISSEMENTS DIRECTS	223,4	147,3	272,3	277,6
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	5,6	-22,0	-28,5	-27,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	-53,0	-18,4	-157,0	-209,6
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	4,6	3,5	0,0	0,0
Réévaluations et autres flux non transactionnels	115,4	0,7		
SOLDE GLOBAL	275,8	50,2	244,3	276,9
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS				
NETS	-275,8	-50,2	-244,3	-276,9
- BANQUE CENTRALE	94,5	-210,8	-169,8	0,0
- BANQUES DE DEPOTS	181,4	261,0	-74,6	0,0

Source : BCEAO

Tableau 6 : Situation des institutions de dépôts (SID)

Encours en milliards de FCFA					Projections
Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Monnaie au sens large et ses composantes	64,2	122,3	113,6	227,5	163,0
Circulation fiduciaire	684,2	806,5	920,1	1 147,6	1 310,6
Billets et monnaies mis en circulation	769,9	913,6	1 018,8	1 255,3	1 418,3
Encaisses des banques (à déduire)	82,4	104,4	94,7	104,6	104,6
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,3	2,7	4,0	3,1	3,1
Dépôts transférables	1 359,1	1 690,5	1 998,1	2 099,4	2 243,2
BCEAO	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Banques	1 350,9	1 682,2	1 989,7	2 091,1	2 233,5
CCP et CNE	7,9	7,9	7,9	7,9	9,3
M1	2 043,3	2 497,0	2 918,2	3 247,0	3 553,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 065,4	1 211,5	1 299,3	1 479,5	1 547,9
BCEAO	0,9	14,7	4,6	0,2	8,2
AID	1 064,5	1 196,7	1 294,7	1 479,3	1 539,8
Masse monétaire (M2)	3 108,8	3 708,5	4 217,4	4 726,5	5 101,7
Contreparties de la masse monétaire					
Actifs extérieurs nets	844,9	1 120,8	1 171,1	1 415,4	1 692,3
BCEAO	854,3	948,8	738,0	907,8	1 184,7
Banques	-9,4	172,0	433,0	507,6	507,6
Créances intérieures	2 802,2	3 160,5	3 674,0	4 179,6	4 376,1
Créances nettes sur l'Administration Centrale	37,8	199,9	430,1	399,1	113,2
BCEAO	-76,5	43,9	24,0	-8,7	-46,1
Banques	114,3	156,0	406,1	407,7	159,3
Créances sur l'économie	2 764,4	2 960,6	3 243,9	3 780,6	4 262,9
BCEAO	5,0	5,4	5,1	5,1	6,7
Banques	2 759,4	2 955,3	3 238,8	3 775,5	4 256,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	658,1	715,5	811,5	934,0	1 032,1
Actions et autres participations dans les ID	484,4	531,3	589,0	677,2	757,6
BCEAO	5,1	6,1	13,3	17,7	17,7
Banques	479,2	525,2	575,7	659,5	739,9
Engagements non monétaires des ID	173,7	184,2	222,5	256,8	274,5
Dépôts exclus de M2	116,8	130,3	129,7	162,1	177,8
Emprunts	46,6	44,6	86,5	79,2	83,0
Titres autres q'actions exclus de M2	10,3	9,3	6,3	15,4	13,7
Autres postes nets (3)	-119,7	-142,7	-183,9	-65,4	-65,4
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7,9	-7,9	-7,9	-7,9	-9,3
Total des contreparties de M2 (4)	3 108,8	3 708,5	4 217,4	4 726,5	5 101,7

Source : BCEAO